



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mars 2004

Volume 3, Numéro 2

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations Agricoles : La Semaine De Négociation Ne Produit Rien De Nouveau Sur Les Questions De Fond Mais réaffirme La Volonté De Parvenir A Un Accord Avant Juillet _____ 1

Conclave A Cotonou Sur Le Coton africain : Quand Le Développement Prime Sur Le Commerce! _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Règlement Des Différends : Les Parties Indexées Présentent Des Arguments De Défense Sur Le Sucre Et Sur Le Coton _____ 5

Un Rapport De La CNUCED Met De Doigt Sur Les Problèmes Liés A La Dépendance De L'Afrique Aux Produits De Base _____ 7

SUR LE FIL _____ 8

Les Négociations Union Douanière D'Afrique Australe (SACU)/Etats-Unis Sur Un Accord De Libre-échange Se Concentrent Sur Les Questions De La "Phase Une " _____ 8

Fischler Présente Aux PMA Le Concept De Réforme Du Sucre De L'UE _____ 10

Accessions, Accès Aux Marchés Et Cadre Intégré Au Menu Du Sous-Comité Des PMA _____ 11

La Réunion Du 10 Mars Au Bangladesh Met En Lumière Les Préoccupations Des PMA _____ 12

Le Comité SPS Se Penche Sur Les Questions D'Equivalence, De Transparence Et De Traitement Différencié _____ 12

EVENEMENTS _____ 13

PUBLICATIONS _____ 14

LIGNE DE FOND

Négociations Agricoles : La Semaine De Négociation Ne Produit Rien De Nouveau Sur Les Questions De Fond Mais réaffirme La Volonté De Parvenir A Un Accord Avant Juillet

Les membres de l'OMC réunis au sein du Comité de l'agriculture ont tenu du 22 au 26 mars derniers, leur première session de négociation de l'année 2004 pour, entre autres objectifs, faire le point sur les discussions bilatérales et plurilatérales menées antérieurement et décider de la marche à suivre pour la relance des pourparlers agricoles.

Vue la profondeur des divergences sur les questions agricoles et les enjeux majeurs qui les sous-tendent, personne ne s'attendait à ce que ces discussions, menées sous un mode plutôt informel, débouchent sur des avancées significatives.

Au final, il semble que les membres soient juste parvenus à s'entendre sur le calendrier devant les amener à un accord sur le cadre des négociations avant la pause estivale de juillet. " Il y a un consensus très clair la dessus " a déclaré Tim Groser, l'Ambassadeur Néo-zélandais qui préside le Groupe de négociation sur l'agriculture. Sur la question des subventions, qui présente des aspects politiquement délicats pour beaucoup de pays, Groser a reconnu que beaucoup de travail reste encore à faire et que la phase de résolution des conflits est à venir.

Des divergences qui persistent toujours

Une session plénière informelle tenue le 24 mars a mis en exergue toutes les difficultés que

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

rencontrent les membres pour mener des discussions sérieuses sur les questions de fond.

Mis à part sa durée, d'une brièveté inhabituelle, la réunion a pris une tournure pour le moins " inamicale " lorsque certains membres ont interpellé nommément d'autres, les accusant d'être peu flexibles et peu soucieux des intérêts de leurs partenaires. Le G10, qui regroupe des pays développés importateurs nets de produits agricoles (Suisse, Japon, Norvège etc.), a été accusé par le Groupe de Cairns des exportateurs de produits agricoles d'être, du fait de leurs politiques protectionnistes, un obstacle à l'obtention de consensus. La Suisse, défendant les positions du G10, a fustigé le libéralisme à outrance demandé par le groupe de Cairns. Elle se fonde sur l'argument que le mandat de Doha appelle certes au libéralisme, mais autorise aussi des mécanismes de sauvegarde en conformité avec la reconnaissance par l'OMC de l'existence de préoccupations non commerciales.

Un autre point de divergence majeur porte sur l'approche mise en avant par les membres pris individuellement ou en groupe. Les Etats-Unis par exemple souhaitent que les pays en développement ouvrent davantage leurs marchés aux produits agricoles en échange d'une baisse des subventions qu'ils versent à leurs agriculteurs. " Aux Etats-Unis, nous versons des subventions mais nos barrières commerciales sont plutôt basses " a affirmé le négociateur américain pour l'agriculture Allen Johnson lors d'un point de presse organisé le 25 mars. " nous sommes prêts à avancer sur les subventions, elles seront ramenées un jour à zéro, mais il faut que les autres pays nous aident en ouvrant leurs marchés " a-t-il poursuivi, faisant allusion aussi bien aux pays en développement qu'aux pays développés, au nombre desquels se trouve l'Union européenne.

L'Union Européenne favorable à l'élimination des subventions à l'exportation sur tous les produits

Accusée de verser des subventions massives aux agriculteurs des Quinze, l'UE a cherché à convaincre ses partenaires de sa bonne volonté pour trouver une solution aux subventions qui

causent de graves problèmes aux exportations agricoles des pays en développement. Le Commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, s'est dit prêt à ouvrir des discussions sur l'élimination des subventions aux exportations sur tous les produits agricoles et non pas seulement sur ceux qui ont un intérêt spécifique pour les pays en développement, comme l'avais proposé jusqu'ici Bruxelles.

Lors d'une conférence de presse tenue le 22 mars, Fischler a rappelé que Bruxelles avait demandé aux pays en développement de lui fournir la liste des produits sur lesquels ils réclament la fin des subventions à l'exportation. Il a toutefois précisé que cela est assujéti à une sorte de respect du " parallélisme " avec les autres formes de soutien à l'exportation comme l'aide alimentaire et les crédits à l'exportation octroyés aux agriculteurs américains. En février, le représentant américain au commerce, Robert Zoelick, avait accepté la demande des pays en développement et avait annoncé que les Etats-Unis " peuvent accepter d'éliminer l'élément subvention de leurs crédits à l'exportation. " Johnson a confirmé cette position, rappelant que Washington était prêt à des discussions à ce sujet et à réduire la durée de remboursement des crédits à l'exportation. Il a évalué à seulement 200 millions de dollars " l'élément subvention " qui figure dans ces crédits, contre 2 et 5 milliards de dollars de subventions européennes.

L'Union européenne a toutefois rejeté ces chiffres avancés par les américains. Selon Mary Minch, responsable des négociations agricoles de la Commission européenne, Bruxelles évalue les crédits à l'exportation américains à 3 ou 4 milliards de dollars contre moins de 3 milliards pour les subventions qu'elle verse aux agriculteurs européens.

Six mois après l'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun et le gèle des négociations agricoles, la principale constante est que tout le monde semble faire preuve de flexibilité et de souplesse, au moins dans le discours. Reste maintenant à savoir si les membres

parviendront à traduire en acte leur objectif de parvenir à un accord cadre sur les modalités d'ici juillet, pour espérer s'entendre sur les questions de fond avant la fin de l'année.

D'ici juillet, l'OMC a prévu quatre nouvelles semaines de négociations qui vont marquer une étape décisive dans le processus de libéralisation du commerce des produits agricoles conformément à l'agenda de Doha.

Sources : " OMC : les pays membres visent un accord agricole avant la fin juillet " AFP, 26 mars 04 ; " L'UE prête à discuter de la fin des subventions sur tous les produits " AFP 22 mars 04 ; WTO Reporter, 23 mars 04.

Conclave A Cotonou Sur Le Coton africain : Quand Le Développement Prime Sur Le Commerce!

Les 23, 24 et 25 mai derniers, s'est tenue à Cotonou, au Bénin, une conférence internationale sur le coton africain, organisée sous les auspices de l'OMC. Depuis l'échec de Cancun, le coton semblait perdu dans les méandres des négociations commerciales qui n'offraient aucun signe viable de reprise. Les discussions informelles qui se sont tenues entre-temps avaient laissé entrevoir deux idées-forces nouvelles : l'inclusion du coton dans les négociations du Comité de l'agriculture et la séparation stricte entre le volet commercial et le volet Développement du dossier coton. En initiant cette rencontre autour d'un ordre du jour exclusivement lié au volet Développement, l'OMC semble avoir fait un choix systémique qui ne fait pas l'unanimité, mais dont les protagonistes semblent s'accommoder.

Un agenda qui coupe la poire en deux

Dans son allocution prononcée à l'ouverture de la conférence, Supachai avait décliné en six points sa vision des négociations multilatérales, y compris dans le domaine du coton. Ces points sont à la fois une sorte de compilations des objectifs auxquels

les participants devaient parvenir, et une orientation globale de l'atelier vers les tendances actuelles des négociations commerciales. Il a rappelé que l'atelier de Cotonou était pour l'essentiel, consacré à "l'élément aide " de l'initiative sur coton. Point besoin donc de discuter des aspects commerciaux de la question qui sont l'essence du mandat de l'OMC. Certains observateurs n'ont pas manqué de constater qu'il était étonnant que l'OMC soit pour une fois l'enceinte de négociation de politiques de coopération et de développement, en entraînant dans son sillage des institutions comme la Banque Mondiale, le FMI ou l'OCDE, dans le but de trouver une solution qui est de développement certes, mais dont les causes profondes liées aux subventions, sont commerciales. Il faut rappeler que la demande d'indemnisations des pays africains insérée dans l'Initiative sur le coton avait reçu une fin de non recevoir de la part de certains Membres pour la raison principale que l'OMC ne s'occupe pas des questions de développement. La démarche de l'OMC est de ce point de vue d'autant plus paradoxale que les solutions préconisées lors de cette rencontre sont toutes liées à des mécanismes de coopération en dehors du système commercial.

Résultats conformes aux attentes

Dans son discours inaugural, le Directeur général de l'OMC a souhaité qu'à la fin de l'atelier, celui débouche sur au moins deux résultats : d'une part, une plus grande clarté en ce qui concerne l'assistance financière et technique portant spécifiquement sur le coton que fournissent actuellement les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales et, d'autre part, l'identification de possibilités supplémentaires de valeur ajoutée pour le coton, notamment par une coordination plus étroite entre institutions multilatérales et donateurs bilatéraux.

Le Ministre Béninois du Commerce et de la promotion de l'emploi, Fatiou Akplogan, a d'ailleurs soutenu les mêmes positions. Tout en formulant le vœu que l'atelier de Cotonou serve de cadre pour asseoir un marché international équitable, transparent et apte à garantir la durabilité de la filière coton dans les pays africains

producteurs, il a attiré l'attention de la Communauté internationale et des partenaires au développement sur la nécessité d'une action urgente pour traiter les distorsions des échanges sur les marchés internationaux du coton et soutenir la mise en place d'un fonds transitoire de soutien à la filière coton en faveur des pays les moins avancés producteurs de coton.

Il apparaît que le consensus qui se dégage des résultats attendus de cette rencontre est que le rôle de l'OMC serait finalement d'intermédiation pour trouver une solution d'urgence hors de ses bases et en différant la prise en compte effective du volet commercial du dossier coton. Ce faisant, elle offre un cadre d'expression à des solutions classiques pour les quelles certaines organisations présentent un meilleur profil.

Les résultats de la rencontre de Cotonou s'articule autour de trois points : l'assistance technique et financière, l'utilisation optimale des moyens de coopération existants et le renforcement de la coordination et du suivi des décisions arrêtées.

Les offres d'assistance technique et financière sont à deux niveaux. D'abord, les organisations intergouvernementales à vocation multilatérale ont clairement identifié des programmes de financement opportuns et promettent d'apporter un soutien financier et technique additionnels, chacune dans son domaine de compétence. Ensuite, les donateurs bilatéraux se sont manifestés pour proposer le renforcement de leur programme de soutien. L'Union Européenne a fourni de plus amples informations sur son initiative pour le coton africain ; Les Etats ont fait de même pour leur programme Millenium Change Account. Le Japon a répertorié les avantages à tirer de son programme TICAD ; le Canada et la Chine ont réitéré leur engagement de fournir une assistance technique et financière relevées pour la survie de la filière cotonnière en Afrique. Quelques domaines clés ont été identifiés comme champ d'action : la réforme de la filière, l'amélioration des méthodes de production du coton africain, la promotion des exportations, la promotion des politiques de diversification agricoles, la mise en place de

programme de recherche coordonnées par les organisations régionales comme la CEDEAO ou le NEPAD, la réhabilitation des industries textiles pour la transformation etc.

Pour la mise en oeuvre des programmes sus-mentionnés, la préférence va nettement à l'utilisation optimale des mécanismes et institutions de coopération déjà existants. La proposition de Supachai et des pays développés a finalement été retenue. Les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales se sont orientés autour de ce vecteur de développement que sont les documents de stratégie de lutte contre la pauvreté (DSLPP) et également autour de ces instruments de renforcement des capacités en matière de commerce que représentent le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés et le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) en faveur des pays africains.

Enfin, les participants se sont penchés sur la coordination et le suivi des décisions ci-avant arrêtées pour leur rapide mise en œuvre ; et surtout éviter la duplication des initiatives au plan international. L'OMC tout autant que l'OCDE sont concernées au premier chef par ces tâches. Une réunion de mise en commun est d'ores et déjà prévue à Paris dans trois mois avec la Banque Mondiale.

Le réalisme des négociateurs africains

Du côté des négociateurs africains présents à Cotonou, l'heure est au réalisme. On observe que si on en est arrivé à un agenda et à des solutions exclusivement liés au Développement, c'est parce qu'il y a un souci de " ne pas casser le système OMC ". La solution qui a consisté à formuler une demande d'indemnisation dans l'Initiative est certes originale, mais elle n'est pas prévue par le système commercial, en tout cas pas sous sa forme actuelle. Il est finalement apparu qu'insister sur cette demande pourrait aboutir à une impasse. Soit l'OMC ne pourrait pas y déférer, soit une réponse positive constituerait un " précédent " qui, à force d'être usité, exploserait le système. Il faut dès lors comprendre que l'agenda de Cotonou n'est pas

qu'une démarche unilatérale du secrétariat de l'OMC. Les pays africains ont abouti de leur côté à la conclusion " qu'il fallait accepter quelque chose pour que la filière ne meurt pas " et " rester en cohérence avec le caractère d'urgence invoqué dans l'Initiative. " La séparation du volet commercial et du volet développement du dossier est donc entériné par les pays africains. Elle se présente comme les éléments d'une stratégie, " un pis-aller qui offre un répit aux petits paysans ", et qui intègre le fait que le volet commercial sera repris dès que le contexte international s'avérera plus propice. Là où le compromis n'a pas été possible par contre, c'est sur la place à donner au coton dans les négociations à l'OMC. Dans son discours inaugural, Supachai laisse entendre qu'il y a un consensus, agréé par les pays africains, pour discuter du coton au sein du Comité de l'Agriculture. L'évolution de la situation laisse entrevoir une autre réalité. Au lendemain de la rencontre de Cotonou, Supachai a rencontré à Abuja, au Nigéria les ministres du commerce de la CEDEAO. Ces derniers ont réaffirmé leur position de principe pour le traitement du dossier du coton de façon spécifique et en dehors du Comité de l'Agriculture. Ils ont souligné avoir engagé des consultations avec l'UE et les Etats Unis pour avoir des garanties, et que la décision finale en dépendrait.

Malgré cette position de sagesse, une partie des protagonistes qui se sont intéressés de près à ce dossier nourrit encore quelques inquiétudes. L'option Développement de Cotonou ne décrédibilise-t-elle pas l'invocation de son caractère d'urgence ? Le passage sous silence du problème des subventions ne favorise-t-il pas l'adoption d'une vraie fausse thérapie à cette crise qui est avant tout systémique ? On semble redouter à la fragilisation des positions de négociations à l'OMC à juste raison et de la mort à petit feu du dossier du coton.

Le courroux des Cotonculteurs africains

Pour leur part, les organisations paysannes réunies au sein du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'ouest (ROPPEA), ont remis au Directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, une motion de protestation dans

laquelle elles dénoncent le non respect des règles multilatérales par les USA et l'UE. Le plaidoyer des cotonculteurs africains a réaffirmé les mêmes vieilles revendications pour la suppression des subventions accordées par les pays du Nord à leurs agriculteurs et qui entraînent des distorsions dans les marchés, induisant ainsi une forte perte de compétitivité du coton africain. Certaines de leurs positions ont été exprimées à travers des slogans : " Les programmes de réduction de pauvreté sont de vains mots si nos produits agricoles sont combattus sur les marchés " ; " Subvention massive, facture principale de la crise cotonnière en Afrique de l'Ouest. "

Personne ne conteste aujourd'hui la légitimité du combat des cotonculteurs africains. Les subventions sur le coton qu'ils dénoncent depuis bientôt deux ans sont contraires aux règles de l'OMC librement consenties par tous ses pays membres au premier rang desquels les USA. Par conséquent, leurs plaintes méritent toute l'attention et doivent nécessiter des mesures urgentes destinées à les remettre dans leurs droits. Répondant aux cotonculteurs, le Directeur général de l'OMC les a rassuré en affirmant que le dossier coton est déjà pris en compte dans les travaux de l'OMC et que les discussions vont continuer en tenant compte de l'importance du dossier pour les africains.

NOUVELLES DE L'OMC

Règlement Des Différends : Les Parties Indexées Présentent Des Arguments De Défense Sur Le Sucre Et Sur Le Coton

Deux différends majeurs dans le domaine de l'agriculture - ciblant les subventions dans le secteur du sucre européen et dans le secteur du coton américain - ont occasionné récemment une première présentation de l'UE et la fourniture de nouvelles données de la part des Etats-Unis. Les deux affaires ont été initiées avant l'expiration de

ce que l'on appelle la " clause de paix " aux termes de laquelle les Membres convenaient de s'abstenir de contester les subventions agricoles internes les uns des autres. Aucun nouveau différend sur l'agriculture n'a été porté devant l'OMC depuis l'expiration de la " clause de paix " et les différends en cours sur le sucre et le coton ne sont pas liés à la question spécifique de l'expiration de cette clause. Le Brésil a plutôt affirmé, dans le cas du coton, que les Etats-Unis ne disposaient d'aucun argument de défense aux fins de la " clause de paix " car les subventions que ce pays accorde dépassent ce qui est couvert par la clause. En outre, les Membres ont exprimé des opinions divergentes sur la date d'expiration exacte de la " clause de paix ". Durant une audience sur le différend Etats-Unis/coton, le Brésil a fait référence à la " clause de paix " actuellement arrivée à expiration - à savoir que la clause avait expiré 10 ans après son entrée en vigueur, en 1994 - alors que selon les Etats-Unis, pour les pays qui faisaient le décompte à partir de 1995, la " clause de paix " n'avait pas encore expiré.

L'UE attaque le fondement juridique de la plainte brésilienne dans le différend sur le sucre

Dans sa première présentation dans le différend UE/sucre, fait le 11 mars dernier devant le groupe spécial, l'UE a rejeté l'argument du Brésil et de deux autres parties plaignantes (Australie, Thaïlande), selon lequel l'UE subventionnait les excédents de sucre pour l'exportation au-delà des limites convenues à l'OMC. L'UE a également rejeté l'allégation selon laquelle elle exemptait de manière illégale le sucre importé de certains Etats ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) - tierces parties à ce différend - de ses engagements de réduction des subventions à l'exportation.

Le Brésil a fait valoir, dans sa propre présentation au groupe spécial, fait en février, que les industries sucrières bénéficiaient de la garantie d'un prix d'intervention pour la production de sucre A et B en contingents et que tout le sucre produit en excédent des contingents de sucre A et B (c'est-à-dire le sucre C) était subventionné et exporté. En ce qui concerne les importations de sucre ACP, le Brésil a accusé l'UE de raffiner le sucre brut

importé, de traiter le sucre blanc qui en résulte comme un excédent intérieur national et grâce à des subventions directes, de réexporter ce sucre vers des pays tiers. Le Brésil a soutenu que l'UE n'incorporait pas ces exportations de sucre dans son calcul des exportations soumises à des engagements de réduction.

En réponse aux arguments ci-dessus, l'UE a affirmé, dans sa présentation, que les parties plaignantes n'avaient pas émis d'objections lorsque l'UE avait, au préalable, demandé une exemption pour le sucre durant le Cycle d'Uruguay de négociations commerciales, qui avait pris fin officiellement en 1994. En soutenant que l'excédent de sucre découlant des contingents de production sucrière européenne constituaient une subvention à l'exportation, le Brésil s'appuyait sur le précédent établi par une décision de l'Organe d'appel dans un différend initié par les Etats-Unis contre le régime d'exportation de produits laitiers du Canada. Cette décision de l'Organe d'appel avait confirmé une conclusion du groupe spécial selon laquelle le Canada avait violé les règles de l'OMC en fournissant du lait à bas coût aux industries laitières pour l'exportation. L'UE a riposté en soutenant que le cas Canada/produits laitiers était inapplicable à ce différend car les régimes du lait canadien et du sucre européen étaient fondamentalement différents. Selon l'UE, le régime laitier canadien impliquait une gestion gouvernementale, alors que le régime du sucre européen relevait des producteurs de sucre, sans assistance de Bruxelles.

Les cours du sucre sur le marché de l'UE sont près de trois fois supérieurs à ceux du marché mondial et du fait que la production excédentaire est exportée à des prix artificiellement bas, même des producteurs aussi efficaces que les producteurs brésiliens ont des difficultés à soutenir la concurrence. Alors que les grands exportateurs de produits agricoles aimeraient voir la suppression de ce système, des petits pays en développement tels que ceux des ACP sont inquiets de la perte de préférences tarifaires. Le régime du sucre européen, sa réforme et ses conséquences ont été le

sujet d'une conférence récente à Bruxelles, en direction des PMA (voir plus bas).

La première réunion de fond du groupe spécial UE/sucre est fixée du 30 mars au 1 avril. Le Brésil et d'autres parties plaignantes présenteront leurs arguments, alors que l'UE et les tierces parties auront également l'occasion de faire leurs commentaires lors d'une session spéciale. Les parties présenteront des communications écrites à titre de réfutation vers fin avril, et le groupe spécial tiendra sa seconde audience durant la semaine du 10 au 14 mai.

Les Etats-Unis présentent des informations dans l'affaire du coton

Les Etats-Unis ont réagi, le 3 mars, à une demande d'information du groupe spécial de l'OMC qui examine le différend sur le coton opposant les Etats-Unis au Brésil en présentant huit dossiers d'information. Le groupe spécial et le Brésil, partie plaignante, avaient cherché à obtenir des Etats-Unis des informations plus précises à propos du soutien au niveau des exploitations que ce pays accorde à son secteur cotonnier. Ces données complexes comprennent l'information sur l'assistance en cas de perte de marchés, les versements contra-cycliques et les versements directs aux agriculteurs etc. Elles serviront à mettre en place les éléments nécessaires pour prouver ou réfuter le fait que le recours aux subventions par les Etats-Unis lèse le Brésil et les autres parties plaignantes, entre autres, en faisant baisser le cours du coton sur le marché mondial.

Les Etats-Unis avaient auparavant refusé de fournir l'information sur l'historique des exploitations de coton américaines particulières, en arguant du fait que la Loi américaine sur la vie privée de 1974 n'autorisait la diffusion de telles informations qu'avec le consentement préalable de l'exploitant. En prenant note de ceci, le groupe spécial a demandé aux Etats-Unis de fournir les valeurs agrégées de l'information spécifique sur les exploitations, ce qui protégerait l'identité des exploitants particuliers.

Un Rapport De La CNUCED Met De Doigt Sur Les Problèmes Liés A La Dépendance De L'Afrique Aux Produits De Base

La Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a publié le 26 février dernier un nouveau rapport intitulé : Le développement économique en Afrique : résultats commerciaux et dépendance aux produits de base.

Le rapport met en perspective les mauvais résultats de l'Afrique et le déclin continu de sa part dans le commerce mondial. Le rapport passe en revue la structure et la composition des échanges du continent avec le reste du monde, ainsi que les problèmes liés à sa forte dépendance à quelques produits de base. Il met également en lumière aussi bien les facteurs qui inhibent les efforts de diversification du continent, que ses tentatives pour progresser vers d'autres secteurs plus dynamiques et plus compétitifs. Parmi ces facteurs, le rapport cite les politiques nationales et internationales mises en œuvre, qui bien souvent, accentuent la dépendance aux produits de base au lieu de la corriger.

Si une bonne part de responsabilité revient aux gouvernements africains, du fait de leur manque de vision dans le choix des politiques commerciales, la communauté internationale, ainsi que le révèle le rapport, se saurait s'exonérer de ses responsabilités. Pendant des décennies les consommateurs des pays industrialisés ont bénéficié des prix très bas des produits de base. De nos jours les tentatives des pays africains d'accéder aux marchés des pays du Nord se heurtent à une multitude d'obstacles tarifaires, sanitaires et phytosanitaires et techniques.

Pour alléger cette dépendance, le rapport préconise d'agir concomitamment sur trois niveaux en associant le renforcement des capacités institutionnelles nationales à des accords commerciaux plus équilibrés et à des régimes de financement plus généreux et plus novateurs au

niveau international.

Sortir du piège des produits de base

L'Afrique subsaharienne n'a pas pris part à l'essor du commerce des produits dynamiques. Un seul des principaux produits exportés par l'Afrique (hors combustibles) figure parmi les 20 produits les plus dynamiques du monde, ce qui, d'après le rapport, tient dans une large mesure tant à l'incapacité de se réorienter vers les articles manufacturés qu'à l'atonie de la demande mondiale de ses exportations de produits de base autres que les combustibles, situation aggravée par la forte instabilité des prix et la baisse constante des prix réels.

De plus, selon le rapport, l'évolution défavorable des termes de l'échange et la perte de parts de marché, principales causes du fort endettement du continent, ont gravement nuit au développement économique de l'Afrique subsaharienne.

L'Afrique ne pourra retrouver une croissance durable porteuse de changements que par la diversification de sa structure de production et d'échange. Mais elle a besoin pour cela de s'affranchir de sa dépendance aux produits de base en conjuguant une réorganisation en profondeur de ses politiques commerciales avec une bataille au niveau international pour des actions énergiques en faveur du rééquilibrage des marchés mondiaux.

En effet au vu des analyses de la CNUCED, il apparaît clairement que pour importants que peuvent être les efforts attendus de l'Afrique, la communauté internationale ne peut différer plus longtemps les mesures indispensables qu'elle doit prendre en faveur d'une politique cohérente qui ne neutralise pas les efforts de restructuration et de diversification économiques de l'Afrique. Parmi celles-ci, le rapport recommande une évaluation de l'ensemble des mécanismes de financement compensatoire visant à pallier les chocs des prix à court terme, une accélération des négociations en cours au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce sur la réduction et l'élimination ultérieure des subventions à l'agriculture, ainsi que le renforcement de

l'assistance technique aux pays pauvres dans des domaines tels que le contrôle de la qualité et les prescriptions en matière de santé et de sécurité. Il préconise en outre l'adoption de mesures transitoires pour dédommager les producteurs africains des pertes de revenu imputables aux subventions et à d'autres formes de soutien interne à l'agriculture des pays du Nord. Enfin, il convient d'explorer de nouveaux marchés, y compris en renforçant le commerce Sud-Sud - notamment des produits de base non traditionnels (fruits, légumes, poisson et fruits de mer) qui ont une haute élasticité-revenu et des taux de protection moindres - et en augmentant les exportations à destination des marchés émergents. Le rapport met aussi l'accent sur l'expansion du commerce intra-africain, qui est l'un des principaux objectifs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Le rapport est téléchargeable sur le site de la CNUCED à l'adresse: www.unctad.org, sous la cote UNCTAD/GDS/AFRICA/2003/1

Sources : " L'étude de la CNUCED sur les perspectives de développement de l'Afrique fait écho à l'appel du président Chirac visant à mettre fin à la conspiration du silence sur la question des produits de base " ; AFP ; Ocnus.net 2004

SUR LE FIL

Les Négociations Union Douanière D'Afrique Australe (SACU)/Etats-Unis Sur Un Accord De Libre-échange Se Concentrent Sur Les Questions De La "Phase Une "

La quatrième série de négociations entre les Etats-Unis et l'Union douanière d'Afrique australe (Southern African Customs Union - SACU) visant à établir un accord de libre-échange s'est tenue du 23 au 26 février derniers à Walvis Bay, en Namibie. Les négociations ont été réparties en

deux phases. La première phase, comprenant cette dernière série de négociations, se concentre sur les questions d'accès aux marchés notamment les droits de douane industriels et agricoles, les sanctions commerciales, les règles d'origine et les procédures douanières. La seconde se concentrera davantage sur les services, l'investissement, la propriété intellectuelle, la passation des marchés publics, le travail et l'environnement.

Avantages et portée de l'Accord

Le négociateur en chef américain, Florizelle Liser, a mis l'accent sur l'importance historique des négociations : " Nous ne sommes pas simplement en train de négocier l'accès aux marchés ... mais d'œuvrer à créer une infrastructure, telle que les services, le travail et l'investissement qui apporteront la prospérité et contribueront à notre avenir économique commun. " Le négociateur en chef de la SACU, Xavier Carim, a déclaré que les négociations étaient essentielles pour renforcer l'intégration régionale de l'union douanière. L'Accord de libre-échange Etats-Unis/SACU sera complémentaire à l'AGOA américain existant, un accord qui permet à 38 pays d'Afrique subsaharienne de bénéficier d'un accès en franchise de droits au marché américain pour une gamme de produits comprenant les fibres, les fils à tisser, les fils, les tissus, les chaussures, le vin, les pièces d'automobiles. Actuellement, la réduction ou l'élimination des préférences est autorisée sur tout produit, car l'AGOA est une offre unilatérale américaine. L'accord actuel sur l'AGOA, appelé AGOA II, sera éliminé en 2008, bien qu'il y ait au Congrès américain deux projets de loi proposant la prorogation des avantages jusqu'en 2015 ou 2020.

En termes de points de négociation spécifiques, les Etats-Unis ont proposé l'inclusion d'un " chapitre sur l'investissement " exposant les droits et obligations afin d'apporter des clarifications et des garanties aux entreprises américaines qui investissent dans la région. La SACU a fait part de son souhait d'inclure l'antidumping dans les négociations, car l'Union considère que des actions antidumping américaines ont, dans le passé, entravé les exportations sud-africaines. Bien que les Etats-Unis estiment que cette question devrait

être débattue durant les négociations de l'OMC, les négociateurs de la SACU attendront une réponse officielle des Etats-Unis, durant la prochaine série de discussions en mai.

Au nombre des autres questions litigieuses figurent l'agriculture et les biens industriels et services sensibles. Les négociateurs de la SACU ont très clairement spécifié que la libéralisation du commerce des produits agricoles américains était d'une extrême importance pour la région. Les Etats-Unis ont toutefois indiqué leur souhait de ne considérer les subventions à l'exportation des produits agricoles que dans le cadre de l'OMC, une ligne que ce pays a également adoptée durant les discussions sur une Zone de libre-échange des Amériques. Pour ce qui est du commerce des biens industriels, les Etats-Unis cherchent actuellement à supprimer les droits de douane et d'autres droits, notamment à éliminer les obstacles non-tarifaires. Dans les services, les Etats-Unis ont également l'intention de faire pression en faveur de l'élimination des obstacles discriminatoires au commerce dans les marchés des services des pays de la SACU. La SACU a, sur cette question, une approche différente des objectifs américains, car le groupement régional préfère une approche de " liste positive " pour la libéralisation des services, dans le cadre de laquelle les engagements en matière d'accès aux marchés ne s'appliquent qu'aux engagements listés, contrairement à la " liste négative " préférée par les Américains, qui n'excluent pas l'application des engagements en matière d'accès aux marchés à travers tous les secteurs.

La prochaine série de négociations SACU/Etats-Unis est prévue en mai 2004, à Maseru, au Lesotho. Les discussions futures peuvent être fixées à des intervalles plus rapprochés, avec une " super série " finale en décembre pour respecter la date limite de la fin de l'année proposée pour rédiger l'accord juste 18 mois après l'ouverture des négociations.

La société civile fait part de sa circonspection en ce qui concerne les services et l'investissement

TAC (Treatment Action Campaign) basé en Afrique du sud et AIDS Law Project ont présenté, début février, à l'Equipe sud-africaine de négociation sur le commerce international, un mémorandum dans lequel ces deux organisations exposent leurs préoccupations dans les domaines de la propriété intellectuelle, du commerce des services, de l'investissement et de la passation des marchés publics. Les organisations craignent que l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis ne sape le financement et la fourniture de services de santé dans les pays de la SACU, et mettent l'accent sur le fait que " le chapitre sur l'investissement offrirait par exemple à une firme pharmaceutique, une voie détournée pour porter plainte contre un Etat-Membre de la SACU qui n'aurait pas amendé sa législation en conformité avec le chapitre sur la propriété intellectuelle. " Elles se sont également dites préoccupées du fait que " les règles sur la passation des marchés publics peuvent empêcher de manière inéquitable des mesures nécessaires et urgentes, telles que l'acquisition de médicaments essentiels pour traiter des urgences sanitaires, par exemple une épidémie de choléra. "

Le contexte de la SACU

La SACU comprend le Botswana, le Swaziland, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du sud. Créé en 1969 - sur la base d'arrangements en matière d'union douanière en vigueur depuis 1910 - la SACU vise à promouvoir le développement économique de l'Afrique australe, en particulier de ses Membres les moins développés. Les échanges entre la SACU et les Etats-Unis ont connu une hausse de plus de 300% depuis 1994. Les exportations de la SACU vers les Etats-Unis aux fins de l'AGOA s'élevaient à 1,7 milliards de dollars US et les importations à 2,5 milliards de dollars US en 2002. En outre, la SACU est en train de négocier des accords avec l'Association européenne de libre-échange, le bloc commercial latino-américain du Mercosur, l'Inde et la Chine.

Pour avoir accès au mémorandum de la TAC et de AIDS Law Project, veuillez consulter : <http://lists.essential.org/pipermail/ip-health/2004-February/005904.html>

Fischler Présente Aux PMA Le Concept De Réforme Du Sucre De L'UE

Lors de la Conférence des PMA sur le sucre, tenue le 3 mars dernier à Bruxelles, le commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, a exposé les principaux critères de l'Europe pour la réforme de son secteur du sucre protégé et subventionné. Fischler a commencé son intervention en notant que la réforme était inévitable pour quatre raisons. En premier lieu, le régime du sucre est " en désaccord total " avec la réforme globale de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE, qui met l'accent sur le découplage du soutien interne. En second lieu, le régime est critiqué de l'extérieur par les partenaires commerciaux de l'UE qui lui reprochent de provoquer des distorsions à travers son haut niveau de protection aux frontières et de subventions à l'exportation. En troisième lieu, l'accès en franchise totale de droits et sans contingentement pour les importations de sucre en provenance des PMA - devant être introduit progressivement entre juillet 2006 et juillet 2009, aux fins de l'initiative Tout sauf les armes - remettra en cause le régime de contingentement et de production actuel. Enfin, le différend en cours à l'OMC contre le régime sucrier de l'UE peut avoir " de graves implications " pour les pays (ACP) et pour le niveau des contingents européens.

Fischler met l'accent sur les besoins en matière de compensation

S'exprimant sur trois options possibles pour la réforme du sucre présentées le 23 septembre 2003, dans un document de la Commission - c'est-à-dire le statu quo, la baisse des cours et la libéralisation totale - le commissaire a expliqué que l'UE aurait à prendre en compte ses obligations internationales, d'une part, mais aussi la nécessité de fournir des compensations tant aux producteurs européens qu'aux pays ACP pour les pertes dues à la baisse des prix et à la réduction des contingents. Selon des sources, Fischler lui-même a déclaré que dans le cadre de l'option de la libéralisation totale, la

production européenne de sucre enregistrerait une baisse de 75%. Selon l'association des betteraviers européens, près de 500.000 emplois dépendent du régime du sucre européen. Dans un document de janvier 2004, Oxfam International a déclaré qu'il appuierait des modèles de baisse des prix ou de contingents fixes à la condition que ces modèles mettent un terme au dumping des exportations, " qu'ils garantissent des niveaux raisonnables d'accès aux marchés du Nord pour les exportations agricoles des pays en développement - en particulier des pays les plus pauvres " et qu'ils favorisent des secteurs ruraux viables sur les plans social et environnemental dans les pays du Nord et du Sud. "

Les PMA font part de leur inquiétude à propos des plans de réforme

Lors de la réunion, les ministres du Bangladesh, du Mozambique, du Népal et du Soudan ont fait part de leurs préoccupations à propos de la réforme proposée. Le ministre du commerce soudanais, Abd al-Hameed Musa Kasha a déclaré lors de la réunion que la réforme de 2006 pourrait léser sérieusement les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables, car les PMA bénéficient actuellement d'un traitement préférentiel aux fins de l'initiative Tout sauf les armes. Dans une situation de libre-concurrence, les pays en développement plus forts tels que le Brésil et les Etats des Balkans évinceraient probablement les PMA sur le marché européen. Kasha a noté : " Ce n'est qu'en nous permettant de vendre du sucre à un certain cours garanti que l'initiative Tout sauf les armes peut devenir constructive pour nos économies. " Actuellement, le sucre, le riz et les bananes sont les seuls produits sous contingentements aux fins de l'initiative Tout sauf les armes.

Selon Fischler, la Commission européenne doit présenter une proposition de réforme pour le sucre avant la fin de l'été.

Accessions, Accès Aux Marchés Et Cadre Intégré Au Menu Du Sous-Comité Des PMA

Le 9 mars dernier, le Sous-Comité des PMA de l'OMC s'est réunie pour discuter, entre autres, de la question de l'accession des PMA à l'OMC, de l'accès au marché, et du Cadre Intégré. Sous la direction de son nouveau Président, l'Ambassadeur Ian M. de Jong (Hollande), les Membres ont statué sur l'état du dossier d'accession de huit PMA (Bhutan, Cap Vert, Ethiopie, Laos, Samoa, Soudan, Vanuatu et Yémen). Les Membres ont insisté sur la nécessité de fournir l'assistance technique aux pays candidats à toutes les étapes du processus.

Sur l'accès au marché, l'Australie a donné des informations sur son dispositif de libre accès pour les marchandises en provenance des PMA (y compris Timor). Le Bangladesh et la Suisse sont intervenus pour poser des questions sur le calcul du contenu local inclus dans les règles des conditions d'origine. L'Australie a indiqué qu'elle reviendrait vers les Membres pour apporter des réponses à toutes les questions qui ont été soulevées. La question des contraintes du libre échange a été soulevée une fois encore par un groupe de PMA (Haïti y compris, le Népal, le Sénégal et la Zambie). Leur insistance a poussé le Président du Sous-Comité à adresser une lettre au secrétariat de l'OMC pour lui demander de produire un papier sur la question.

Sur le cadre intégré - qui est un programme d'assistance technique au commerce pour les PMA et piloté par l'OMC, la CNUCED, la Banque Mondiale, le Centre du Commerce International, le FMI et le PNUD - le secrétariat a fourni un rapport (WT/IFSC/7) sur des développements récents dans la préparation de la phase suivante du programme. En conclusion, un représentant de la CNUCED a parlé de la diversification des activités commerciales dans les PMA, suggérant, entre autres qu'une Task Force Internationale pour les produits de base pourrait agir en tant qu'un structure de soutien à ces efforts de diversification.

La prochaine réunion est prévue pour le 8 juin 2004.

La Réunion Du 10 Mars Au Bangladesh Met En Lumière Les Préoccupations Des PMA

Lors d'une réunion organisée le 10 mars dernier par la Fédération des chambres de commerce du Bangladesh et l'industrie (FBCCI) et l'Association Asiatique du Sud pour la Chambre de Commerce Régionale de la coopération (SAARC) et l'industrie (SCCI), en coopération avec l'OMC à Dhaka, au Bangladesh, les PMA ont soulevé un certain nombre d'inquiétudes concernant le fonctionnement de l'OMC. Lors de la réunion, Amir Khosru Mahmud Chowdhury, le ministre de Bangladeshi du commerce, a souligné le paradoxe que son pays qui fait partie des 49 PMA a ouvert ses marchés aux marchandises et aux services étrangers, alors que des Membres développés de l'OMC n'ont pas encore répondu en ouvrant des secteurs qui auraient un intérêt commercial pour le Bangladesh, ou alors accorder la libre circulation des personnes à ses ressortissants. Il a également souligné le besoin d'accès au marché des pays en voie de développement pour les PMA. Le secrétaire Suhel Ahmed Chowdhury du commerce du Bangladesh a réaffirmé le besoin d'un " paquet de libéralisation " comprenant l'accès en franchise de droits pour les PMA, des procédures commerciales simplifiées, et des instruments politiques mettant en avant des dispositions de traitement spécial et différencié. Abdul Awal Mintoo, président de la fédération des chambres de commerce du Bangladesh et l'industrie (FBCCI), a noté la nécessité de s'assurer que l'accès des PMA aux marchés des PMA ne soit pas annulé par les barrières non-tarifaires, et a réclamé un moratoire pour l'application des mesures d'antidumping a visant des PMA.

Le Sénégal en ligne de mire

Le ministre sénégalais du commerce, Madame Aicha Agne Pouye, a annoncé la tenue prochaine

d'une réunion des ministres du commerce des Pays les Moins Avancés les 4 et 5 mai prochains, à Dakar, au Sénégal. L'objet de cette rencontre serait de relancer les négociations commerciales qui peinent à s'activer à Genève. Elle a déclaré, " Après l'échec de Cancun, nous avons senti le besoin réel de revenir à la table de négociation. Aujourd'hui, le multilatéral nous en avons besoin en tant que pays à revenu faible ", a expliqué Mme Pouye. " Il nous fallait, selon elle, créer ce déclic. J'ai proposé au directeur général de l'OMC à l'ensemble de mes pairs africains qui l'ont accepté, l'idée d'un Sommet des ministres du Commerce des PMA ".

Sources : APS

Le Comité SPS Se Penche Sur Les Questions D'Equivalence, De Transparence Et De Traitement Différencié

Le comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'OMC, qui s'est réunie les 17 et 18 mars dernier Genève, a adopté la dernière des trois clarifications d'une décision d'octobre 2001 sur l'équivalence (G/SPS/19), préparant ainsi le terrain pour l'exécution de la décision. Par ailleurs, les Membres ont fait des progrès limités sur la question du traitement spécial et différencié pour les pays en voie de développement. Les discussions sur ce sujet vont se poursuivre lors de la prochaine réunion. Le Comité qui devait se pencher initialement sur les aspects commerciaux de la santé et des standards sanitaires, a aussi travaillé sur plus de 20 mesures sanitaires mises en œuvre par les Membres.

La question de l'équivalence menée à terme

L'équivalence se rapporte à l'acceptation mutuelle des mesures de précaution d'autres Membres qui peuvent différer dans la forme et dans les procédures, mais qui ont un effet équivalent. La décision sur l'équivalence a été adoptée pour répondre aux difficultés de mise en œuvre

soulevées par les pays en voie de développement en clarifiant les étapes de la procédure, pour mieux en faciliter l'application aux Membres de l'OMC désirant utiliser les dispositions de l'accord de SPS. Le but de la décision aussi est d'aider les pays en voie de développement à montrer que leurs produits sont aussi sûrs que ceux des pays développés. La troisième et dernière clarification adoptée par le Comité SPS vise donc à accélérer l'identification de l'équivalence des mesures de SPS pour les produits précédemment échangés (ayant déjà faits l'objet de transaction), et pour lesquels l'information existe déjà.

La transparence et le TSD dans l'accord SPS

Les Membres ont poursuivi les discussions sur la proposition du Canada sur le renforcement de la transparence du traitement spécial et différencié dans l'Accord SPS, qui exigerait des Membres de s'engager dans des consultations bilatérales si un pays d'exportation identifiait des difficultés significatives dans l'acceptation des règlements proposés. Après les consultations, le Membre devrait informer le secrétariat de l'OMC du traitement préférentiel requis et fourni (ou des raisons pour lesquelles il n'a pas été accordé). La proposition avait été adoptée en principe lors de la réunion du Comité SPS d'avril 2003, mais les détails d'exécution restent à mener à terme. Le Comité a discuté des détails techniques des procédures proposées par le secrétariat (G/SPS/W/132/Rev.1) aussi bien que les changements proposés par les USA (G/SPS/W/141). Parmi les questions discutées, figuraient les inquiétudes exprimées par quelques membres à propos de la position des Etats Unis qui traiterait l'assistance technique comme un thème différent et séparé du traitement Spécial et Différencié.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents

organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A l'OMC

31 mars, OMC, Genève, Groupe de travail sur l'accès aux marchés, WTO/AIR/2275

1er avril, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale, WTO/AIR/2273

2 avril, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale, WTO/AIR/2281

7 avril, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session spéciale, WTO/AIR/2272

15 avril, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises

16 avril, OMC, Genève, Thèmes de Singapour

19 avril, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale,

20 avril, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

20 - 23 avril, OMC, Genève, Comité des pratiques antidumping,

22 avril, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

26 avril, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles

Evènements ailleurs

29 mars - 2 avril, Rome, Italie, sixième session du comité intérimaire des mesures sanitaires, FAO, www.fao.org

2 avril 2004, Bruxelles Belgique, Comité des Ambassadeurs ACP- CE. www.acpsec.org

2 - 3 avril, Bruxelles, Belgique, Conférence sur le multilatéralisme dans le risque - au Delà de la globalisation ; réunion annuelle du réseau EU-LDC ; www.eu-ldc.org

19 - 23 avril, Genève, Suisse, OMPI: Groupe de travail préparatoire du Comité d'experts de l'Union de Nice pour la Classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, www.wipo.org

19 - 30 avril, New York, Usa, 12ème session de la Commission des Nations Unie sur le développement durable (CSD 12), contact: UN Division for Sustainable Development, phone: +1-212-963-2803, fax: +1-212-963-4260, email: dsd@un.org, website:

<http://www.un.org/esa/sustdev/csd/csd12/csd12.htm>

20 - 23 avril, Ouagadougou, Burkina Faso, Atelier sous régional du Pnue sur les cadres nationaux de bio-sécurité en Afrique francophone, contact Christopher Briggs, tel: +41-22-917-8411; fax: +41-22-917-8070; email: chris.briggs@unep.ch; Internet:

<http://www.unep.ch/biosafety/devsubregwrkshops.htm>

26 avril, OMPI, Genève, Journée mondiale de la propriété intellectuelle. Pour en savoir plus, visiter le site : http://www.wipo.int/about-ip/fr/world_ip/2004/index.html

26 - 30 avril, Marrakech, Maroc, 8ème conférence et exposition africaine sur le pétrole, le gaz, le commerce et la finance. Contact : M. Lamon Rutten, Chief, Finance and Energy Unit Tel: +41 22 917 5770 / 5755 Fax: +41 22 917 0509, Email: Lamon.Rutten@unctad.org

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

CATTANEO ; Comprendre le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha : son contexte, ses enjeux, ses perspectives ; Centre d'études et de recherches internationales (CERI), 2002

CHALMIN, Philippe, Le cycle de Doha : enjeux et forces en présence, IN : Problèmes

économiques, no. 2839, 2004, p. 1-5

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2003 ; Le rapport examine les tendances de l'investissement étranger direct (IED) aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que de nouvelles mesures visant à améliorer la contribution de l'IED au développement ; <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1465&lang=2>

Commission européenne, Accords de Partenariat Economique - Moyens et Objectifs ; décembre 2003.

<http://www.trade-info.cec.eu.int/doclib/html/115008.htm>
ENDA Tiers Monde, Fondation Friedrich Hebert, (Edit.), Explique-moi l'Accord de Cotonou ; Manuel de facilitation à l'intention des acteurs non étatiques de l'Afrique de l'ouest. Ce manuel est réalisé par un groupe d'auteurs sous la coordination d'Enda Tiers Monde en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert. Il présente et explique dans un langage accessible le contenu de l'Accord, de ses concepts de base et de ses enjeux. Il facilite aussi la compréhension de ses mécanismes de mise en œuvre. Il est destiné en premier lieu aux différents acteurs de la société civile dans le sens le plus large, au secteur privé d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'aux administrations et collectivités locales. Pour plus d'informations, contacter Mme Bibiane Mbaye Gahamanyi, Enda syspro2, Tél : 00 221 821 70 37 ; E-mail : syspro2@enda.sn

HIRSCH Robert, L' UEMOA et les perspectives de création d'un marché régional des corps gras en Afrique de l'ouest ; 2003 ; Document à télécharger à http://forum1.inter-reseaux.net/article.php3?id_article=310.

Pr Najib Akesbi, Le nouveau cycle de négociations agricoles à l'OMC et les perspectives pour les Pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée ; mars 2003. http://forum1.inter-reseaux.net/article.php3?id_article=310.

En Anglais

AFRICAN PERSPECTIVES ON GENETIC RESOURCES: A HANDBOOK ON LAWS, POLICIES AND INSTITUTIONS. Edited by Kent Nnadozie, Robert Lettington, Carl Bruch, Susan Bass, and Sarah King (African Union Scientific, Technical and Research Commission, the Environmental Law Institute, and the Southern Environmental & Agricultural Policy Research Institute, 2003). The book examines the lessons learned from the legal, policy and institutional approaches that twelve African countries - Cameroon, Côte d'Ivoire, Egypt, Ethiopia, Kenya, Madagascar, Nigeria, Senegal, the Seychelles, South Africa, Uganda, and Zambia - have pursued in governing access to genetic resources and benefit sharing. These countries represent different legal, ecological, and cultural contexts throughout Africa. For further information, see: http://www.elistore.org/reports_detail.asp?ID=109
53

CLIMATE AND TRADE RULES - HARMONY OR CONFLICT? By the Swedish National Board of Trade (January 2004). The report seeks to clarify the relationship between UN Climate Convention, its Kyoto Protocol and WTO-rules. This in order to promote mutual supportiveness between the two sets of rules. The authors have focused on a number of trade-related measures and how they relate to WTO-rules, for example product requirements, subsidies, carbon taxes and related border tax adjustments (BTAs) and emissions trading. The overall conclusion is that friendly coexistence should be possible between trade and climate rules. However, there are some areas of concern, particularly concerning technical regulations and standards on how products are produced and BTAs on production. Here clarifications of the WTO-framework are motivated. In addition, action should be taken at the national, institutional and international level to promote mutual supportiveness. It is the first in a series of studies on the relationship between specific MEAs and WTO-rules. The report may be accessed from http://www.kommers.se/binaries/attachments/2501_Climate_and_Trade_Rules.pdf

PANEL REPORT: TOWARDS DEVELOPMENT: HUMAN RIGHTS AND THE WTO AGENDA. By the Rights & Democracy and 3D Trade - Human Rights - Equitable Economy (2004). A report of a panel discussion during the WTO's Fifth Ministerial Conference is now available online. The panel examined international trade rules and practice from a human rights perspective. The panel, and the report of it, aim to depolarise discussions about human rights in trade by dispelling some of the recurring concerns expressed both by developing and developed countries. The report is available at the Rights & Democracy website <http://www.ichrdd.ca/frame2.iphtml?langue=0&menu=m01&urlpage=english/commdoc/publications/globalization/wto/MainWTO.html>

WORLD AGRICULTURAL SUPPLY AND DEMAND ESTIMATES (WASDE). By the US Department of Agriculture Economic Research Service (March 2004). This full-text monthly report provides the most current USDA forecasts of US and world supply-use balances of major grains, soybeans and products, and cotton; and U.S. supply and use of sugar and livestock products. To access the report visit <http://www.ers.usda.gov/publications/waobr/view.asp?f=wasde-bb>.

U.S.-EU FOOD AND AGRICULTURE COMPARISONS. By the US Department of Agriculture Economic Research Service (February 2004). This report provides information and analysis on a wide range of topics relating to agriculture in the United States and European Union (EU), including comparisons of farm structure, production, agricultural productivity, risk management, environmental, commodity policy, trade, and food consumption, as well as implications of EU enlargement for bilateral relations. The purpose is to provide information to a broad audience seeking to understand key similarities and differences between two of the world's largest agricultural producers and traders and to gain perspective on the issues affecting US-EU relations. To access the report visit

<http://www.ers.usda.gov/publications/WRS0404/>

US DUMPING ON WORLD AGRICULTURAL MARKETS: FEBRUARY 2004 UPDATE.

By the Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP). IATP has documented export dumping from U.S.-based multinational corporations onto world agricultural markets for the last 12 years. Dumping is one of the most damaging of all current distortions in world trade practices. Developing country agriculture, vital for food security, rural livelihoods, poverty reduction and trade, is crippled by the competition from major commodities sold at well below cost of production prices in world markets. To access the report visit

http://www.tradeobservatory.org/library/uploadedfiles/US_Dumping_on_World_Agricultural_Markets_Febru.pdf

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse